



CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA

**GROUPE DE TRAVAIL  
PARLEMENTAIRE SUR LES  
RELATIONS NORD-SUD**

**RAPPORT PROVISOIRE AU PARLEMENT  
SUR LES RELATIONS ENTRE PAYS DÉVELOPPÉS  
ET PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT**

PREMIÈRE SESSION DE LA TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE 1980





CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA

# GROUPE DE TRAVAIL PARLEMENTAIRE SUR LES RELATIONS NORD-SUD

RAPPORT PROVISOIRE AU PARLEMENT  
SUR LES RELATIONS ENTRE PAYS DÉVELOPPÉS  
ET PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

PRÉSIDENT  
HERB BREAU, LIB., GLOUCESTER  
VICE-PRÉSIDENT  
DOUGLAS ROCHE, P.C., EDMONTON-SUD  
MAURICE DUPRAS, L.B., LABELLE  
BOB OGLE, N.P.D., SASKATOON-EST  
GIRVE FRETZ, P.C., ERIÉ  
DOUG FRITH, LIB., SUDBURY  
JIM SCHRODER, LIB., GUELPH

PREMIÈRE SESSION DE LA TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE 1980

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1980

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés  
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada  
Approvisionnement et Services Canada  
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

N° de catalogue XC2-321/3-01  
ISBN 0-660-50647-5

# Préface

Le Comité spécial qui agit en tant que groupe de travail parlementaire en matière de relations Nord-Sud a l'honneur de présenter son Premier Rapport.

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 23 mai 1980, le groupe de travail a entrepris son examen des relations entre pays développés et pays en développement dans les domaines suivants:

- l'alimentation, notamment la production et la distribution, la sécurité et l'aide alimentaires;
- l'énergie, notamment la coopération internationale pour l'augmentation de la production d'énergie, de la diversification des sources d'énergie, de l'aide en matière d'énergie aux pays non producteurs de pétrole;
- le commerce, notamment les gains d'exportation des pays en voie de développement, le protectionnisme, l'accès aux marchés, l'adaptation et l'emploi;
- les balances des paiements, notamment le recyclage et le financement des déficits;
- les questions de développement, notamment l'aide officielle au développement et l'aide aux plus pauvres

ainsi que d'autres sujets de ce genre qui font actuellement l'objet de négociations dans plusieurs forums internationaux, et chargé de recommander des mesures pratiques et concrètes que peut prendre le Canada pour contribuer au succès de ces négociations.

Le groupe de travail a tenu de nombreuses réunions officielles y compris une discussion avec le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Mark MacGuigan, et a tenu ses premières audiences publiques pour entendre les vues des témoins suivants:

*De l'Agence canadienne de développement international (ACDI):*

- M. John Wood, directeur intérimaire, Direction du développement de la politique;
- M. Hunter McGill, agent, Centre de coordination et d'évaluation de l'aide alimentaire, Programmes multilatéraux;

M. Bryan Dare, conseiller en finances internationales, Division de la Politique.

*Du ministère de l'Industrie et du Commerce:*

M. Geoff Elliot, directeur général adjoint, Bureau des relations générales;

Mlle K.E. McCallion, agent;

Mme Helen MacNicol, Division Asie/Pacifique, Direction générale des projets outre-mer.

*Du ministère des Finances:*

M. Blake Mackenzie, haut fonctionnaire, Division de la finance internationale;

M. Brian Hunter, haut fonctionnaire, Division des programmes internationaux;

M. David Hilton, directeur, Division des programmes internationaux.

*Du Congrès canadien du Travail:*

M. John Harker, directeur, Affaires internationales;

M. Kevin Collins, économiste principal, ministère de la Recherche et de la Législation.

*Du Conseil canadien sur la Coopération internationale:*

M. T. Kines, président et directeur national, CARE Canada;

M. T. Brodhead, vice-président principal et directeur adjoint, Inter-Pares;

M. Richard Harmston, directeur adjoint;

M. Ian Smillie, directeur adjoint, Service universitaire canadien outre-mer (SUCO);

M. Lawrence Cumming, secrétaire national, Oxfam Canada;

M. R. Dyck, directeur national, Centre du Livre outre-mer;

M. John Tackaberry, haut fonctionnaire des Relations gouvernementales.

*De l'Institut Nord-Sud:*

M. Bernard Wood, directeur.

# Rapport provisoire

Il y a dix ans, une Commission composée de personnalités internationales, présidée par Lester B. Pearson, ancien premier ministre du Canada et lauréat du prix Nobel de la paix, signalait que l'écart croissant entre pays développés et pays en développement constituait désormais le problème le plus pressant de notre époque. Son rapport intitulé, *Vers une action commune pour le développement du Tiers-Monde* donnait le pas à la deuxième décennie du développement. Il faisait appel à une plus grande coordination mondiale en vue de stimuler l'aide et les politiques de développement.

Au début de la troisième décennie du développement, une autre Commission internationale de premier ordre présidée par Willy Brandt, ancien chancelier d'Allemagne fédérale et récipiendaire du prix Nobel de la paix, a publié un rapport sur le développement international. Cette fois, l'enjeu fut clairement exposé: la refonte des relations Nord-Sud à l'échelle mondiale est cruciale à l'avenir de l'humanité. Le rapport qui s'intitule *Nord-Sud: un plan pour la survie*, vise la stimulation de l'économie internationale pour les années 1980 et 1990 dans l'intérêt de tous les peuples de la terre.

Le contraste entre les rapports Pearson et Brandt est le reflet de dix années importantes en matière de relations internationales. De fait, les années 70 nous ont fait connaître l'ampleur—et les contradictions—des nouveaux défis. Actuellement, nous sommes exposés d'une part à de graves dangers et d'autre part nous disposons de possibilités sans précédent.

Pearson et Brandt ont insisté sur le fait qu'un des meilleurs moyens d'assurer la paix est d'avoir raison de la faim dans le monde, de la misère généralisée et des grandes disparités entre les conditions de vie des riches et des pauvres. Tous deux nous donnent espoir que le monde peut, malgré ses griefs et ses appréhensions, parvenir à un développement plus équilibré et plus stable. La décennie qui sépare les deux rapports témoigne d'une intensification alarmante du problème. D'ici l'an 2000, la population mondiale doit augmenter de deux milliards d'habitants ajoutant ainsi à la tension sur les ressources mondiales. La capacité productrice du Nord est sous-utilisée, entraînant

une hausse du chômage, alors que le Sud a instamment besoin des biens que le Nord pourrait produire. Une inflation galopante, des taux de change erratiques, et des interventions gouvernementales imprévisibles compromettent sérieusement le commerce et l'investissement internationaux. De même, nous sommes déçus de constater que les dépenses mondiales consacrées au développement sont de loin inférieures aux \$450 milliards dépensés en armement et nous nous pencherons davantage sur cette question.

La réduction de l'écart entre riches et pauvres n'est plus qu'une simple question de justice sociale, bien que cet objectif soit toujours primordial. Il s'agit également d'un élément appréciable du développement économique du Nord industrialisé. Le Nord et le Sud partagent beaucoup plus d'intérêts communs qu'il ne l'est généralement accepté: l'énergie, les produits de base et le commerce, l'alimentation et l'agriculture, les solutions monétaires et le contrôle de l'inflation, les innovations technologiques, les communications terrestres et spatiales. «Ne nous en déplaise» a dit M. Brandt, «nous faisons face à un nombre croissant de problèmes touchant l'ensemble de l'humanité, de sorte qu'il est inévitable que la communauté mondiale collabore à la résolution de ces problèmes».

Cette invitation à une collaboration internationale se retrouve dans un récent rapport d'un groupe d'experts du Commonwealth, *The World Economic Crisis: A Commonwealth Perspective*, qui concluait:

Nous sommes convaincus qu'aucun pays seul ou par petits groupes ne peut résoudre nombre des problèmes affligeant l'économie internationale. La tendance actuelle des principaux pays du monde de chercher individuellement des solutions aux problèmes, sans se préoccuper de leur dimension mondiale, est particulièrement inquiétante. L'interdépendance de l'économie mondiale est maintenant si marquée qu'une intervention collective pourrait se justifier, même en temps de prospérité et de croissance. Dans la situation de crise actuelle, la collaboration internationale est essentielle.

### **L'urgence de la situation actuelle**

Le groupe de travail entreprend ses travaux au coeur de la crise économique mondiale la plus sérieuse depuis la deuxième guerre mondiale. Bien que des politiques de développement à long terme soient indispensables, la présente situation fait appel à des mesures d'urgence. C'est dans ce but et en prévision de la participation du Canada aux négociations pour une stratégie internationale de développement pour les années 80 lors de la réunion extraordinaire des Nations Unies en août, que le groupe de travail a décidé de publier un rapport provisoire.

La présente situation, jamais vue de notre vivant, présente pour les pays industrialisés, un mélange de forte inflation, un chômage accru, des taux d'intérêt élevés, une faible croissance et une hausse constante du prix réel des matières premières fondamentales, le pétrole en particulier. Selon le Fonds Monétaire international, le déficit combiné du compte courant des pays industrialisés de l'ouest passera de \$30 milliards en 1979 à \$75 milliards en 1980. Si ces prédictions s'avèrent justes, particulièrement pour l'Allemagne et le Japon, avec une contraction de l'activité économique, une détérioration encore plus marquée de l'économie mondiale sera difficile à éviter.

Dans les pays en développement, le danger d'une récession fait place au danger d'une catastrophe économique qui pourrait anéantir toutes les réalisations et les plans de développement d'une décennie. Les prévisions du compte courant des pays en développement importateurs net de pétrole, telles qu'établies par le FMI, indiquent une augmentation de leur déficit de \$29 milliards en 1978 à \$46 milliards en 1979 et possiblement à \$62 milliards en 1980. Ceci vient s'ajouter aux rajustements entrepris par la plupart des pays en développement depuis 1973 par une forte compression de leurs importations, une chute des taux de croissance et une importante réduction des dépenses en développement.

Ce que le groupe de travail entend présenter à la population canadienne est la dimension humaine de ces statistiques. Quoique les pays en développement survivront à cette crise d'une façon ou d'une autre, du moins en termes comptables, une grande partie de leur population la plus pauvre n'y arrivera peut-être pas. Même en temps normal, de nombreuses personnes dans les pays en développement vivent dans un état précaire. Un léger recul de leur situation économique peut signifier la famine. Aux dires du rapport du groupe d'experts du Commonwealth:

Il est en fait prouvé que nombre des principales famines vécues au cours de ce siècle se sont produites alors que l'approvisionnement en nourriture était suffisant. La faim a donc été causée non pas par une chute de ces approvisionnements mais par une diminution brutale des éléments économiques les plus fondamentaux d'une grosse partie de la population.

En des termes plus simples, il arrive souvent que les gens meurent pour la seule raison qu'ils ne peuvent se payer de quoi manger. Cette situation se présente dans plusieurs parties du monde. Le Conseil mondial de l'alimentation a dressé une liste de 26 pays, dont 17 en Afrique, qui se heurtent présentement à des pénuries alimentaires anormales. D'après les prévisions, la moitié des enfants de moins de 7

ans et la moitié des femmes âgées entre 15 et 40 ans, en Afrique de l'est et du sud, sont dans un état imminent de famine. La capacité de ces personnes et de leurs gouvernements d'écarter ce danger est réduite considérablement par leurs problèmes économiques généraux.

C'est justement l'anticipation de tels évènements qui poussa la Commission Brandt à recommander *un plan d'urgence: 1980-1985* qui comprend essentiellement les points suivants:

#### 1. *Transfert des ressources*

Une somme additionnelle de \$4 milliards en provenance des pays contribuables à l'intention des pays et des régions les plus pauvres et les plus vulnérables à la crise économique actuelle, et des dispositions pour assurer le financement des dettes et des déficits des pays à revenu moyen.

#### 2. *Énergie*

Une stratégie internationale assurant la sécurité de l'approvisionnement d'énergie, un programme vigoureux de conservation, des changements de prix prévisibles et le développement des sources d'énergie alternatives.

#### 3. *Alimentation*

Un vaste plan de production alimentaire et de développement de l'agriculture en vue d'éliminer les disettes alimentaires dans les pays pauvres et de réduire les pressions inflationnistes sur le marché mondial de l'alimentation.

#### 4. *Réformes*

Un élargissement immédiat de la base des institutions financières internationales. Dans les pays industrialisés, une accessibilité plus grande aux produits de base transformés des pays en développement et des mesures sérieuses pour stabiliser le prix des produits de base. Dans les pays en développement, une production alimentaire accrue, une réduction des inégalités, une coopération interne accentuée, une utilisation équitable et efficace des ressources financières de transfert et l'encouragement d'un climat d'investissement international positif.

Tout en insistant que ce plan ne doit en aucune façon remplacer ou aller à l'encontre des objectifs à long terme, la Commission Brandt est d'avis que son adoption est indispensable à la survie de l'économie mondiale et des plans de développement qui sont menacés par les crises des prochaines années. Pour ceux qui seront tentés d'interpréter ces

avertissements à la légère, le groupe de travail leur rappelle les paroles du Vice-premier ministre et ministre des Finances, l'honorable Allan MacEachen, du 10 juillet:

Le déficit de la balance des paiements auquel font face les pays du Tiers-Monde importateurs de pétrole menace non seulement la stabilité des mécanismes financiers internationaux mais aussi la stabilité du monde en soi.

Devant ces faits, c'est avec empressement et détermination que les pays industrialisés doivent offrir des solutions et non seulement des réactions aux besoins des pays en développement. En échouant, nous partagerons une lourde responsabilité dans la souffrance humaine généralisée. De même, la signification réelle de cette crise et des autres qui l'ont précédée nous aura échappée, notamment qu'il nous est impossible de protéger nos propres intérêts sans reconnaître ceux des pays en développement.

Toute solution aux problèmes Nord-Sud doit nécessairement recevoir l'assentiment des pays producteurs de pétrole. Le recyclage de leurs revenus importants doit se faire de sorte à assurer: la protection de leurs intérêts, la relance de la croissance économique dans les pays industrialisés et répondre aux besoins des pays en développement. De même, une modification des mécanismes et procédures financiers de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International constitue une partie essentielle d'une telle solution.

Bien que des propositions précises dans ce domaine risquent de ne pas voir le jour au cours des débats de la prochaine réunion extraordinaire des Nations unies consacrée au développement, le groupe de travail est convaincu que le sentiment d'urgence qui y prévaudra et la réaction des participants risquent d'avoir une influence décisive sur les progrès qui seront accomplis dans des assemblées plus restreintes, comme celles proposées par la Commission Brandt du genre Sommet Nord-Sud ou lors du prochain sommet annuel des sept pays les plus industrialisés qui se tiendra au Canada l'an prochain. Si ces différents sommets laissent l'impression de servir à éviter ou à minimiser les préoccupations des pays en développement—ou de favoriser une entente entre les pays de l'OPEP et le Nord—il en résultera une sérieuse remise en question de l'exercice et ses chances de succès en seront diminuées.

Étant du nombre des quelques pays dont le réputation permet de jeter un pont entre le Nord et le Sud, le Canada a un rôle clé à jouer dans les mois à venir. Nous demandons au gouvernement canadien de s'engager à jouer un rôle actif et positif, de rechercher des intérêts communs avec les pays qui partagent nos vues et à formuler des propositions qui aideront à résoudre ces problèmes et qui ne feront pas

que prolonger le débat. Le groupe de travail souscrit à la proposition de la Commission Brandt pour la tenue d'un Sommet Nord-Sud de sorte à donner une impulsion politique, au plus haut niveau, aux négociations économiques internationales. Nous faisons également appel aux chefs d'État des sept pays industrialisés qui participeront au Sommet économique qui se tiendra au Canada l'an prochain pour accorder une importance primordiale aux questions Nord-Sud dans leurs discussions.

L'assistance publique au développement (APD) est un indicateur important de notre volonté de partager notre richesse avec les pays et les populations beaucoup plus pauvres que nous. Au milieu de la décennie 70, l'APD canadienne atteignait un taux record de 0,56 p.100 du PNB. Aujourd'hui, ce taux est inférieur à 0,45 p.100 et il risque de diminuer davantage. Nous en sommes arrivés là malgré l'affirmation maintes fois répétée de la politique gouvernementale: d'atteindre l'objectif de 0,7 p.100 du PNB fixé par les Nations unies et de se rapprocher de cet objectif en augmentant annuellement la part de son PNB consacrée à l'aide publique au développement.

Plusieurs raisons expliquent ce fait y compris les difficultés financières qu'éprouve actuellement le gouvernement fédéral. Nous n'avons nullement l'intention de minimiser le bien-fondé de ces raisons et nous apprécions la difficulté de concilier les nombreuses demandes des canadiens avec les ressources gouvernementales. Mais il existe de nombreux arguments pour le respect de nos engagements. Le Canada possède une longue tradition de dévouement à la coopération au développement et il jouit d'une bonne réputation dans les pays en développement. En manquant à notre engagement de nous rapprocher progressivement de cet objectif de 0,7 p.100, nous atténuons sérieusement notre dévouement et nous risquons d'endommager sinon de perdre notre bonne réputation. Est-ce là le désir des canadiens? Nous ne le croyons pas et c'est pourquoi nous recommandons fortement au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la chute de la part de notre PNB consacrée à l'aide publique au développement et de voir à ce que le niveau d'aide progresse encore une fois vers l'objectif de 0,7 p.100. Cette recommandation ne suppose en rien que l'aide soit l'élément le plus important de nos relations avec les pays en développement ou que le niveau d'aide importe plus que sa qualité. En ce qui concerne le groupe de travail, il considère comme une de ses tâches essentielles d'en arriver à recommander une date précise à la fois réaliste et responsable pour la réalisation de cet objectif de 0,7 p.100.

## La Tâche qui nous attend

La première chose qui frappe quiconque lit notre Ordre de renvoi est sa complexité et son immensité. Chacune de ces nombreuses questions pourrait occuper un comité parlementaire pendant plusieurs années. La brièveté de notre mandat nourrit la détermination des membres du groupe de travail d'aborder notre tâche de manière pratique et concrète en vue d'en arriver à des résultats tangibles. Il existe déjà une surabondance de rhétorique sur les impératifs moraux du développement mondial. Le groupe de travail envisage minimiser l'aspect idéologique et se concentrer sur des mesures déterminées et pratiques, acceptables à la population canadienne, que le gouvernement peut et doit prendre. A notre avis, une telle approche est plus utile que des pages et des pages de belle prose qui se couvriront de poussière.

Bien que le groupe de travail n'en soit qu'à la sixième semaine de son mandat, nous avons déjà rencontré des personnalités représentant une grande variété des préoccupations canadiennes—hauts fonctionnaires, syndicalistes, hommes d'affaires et organismes non gouvernementaux. Ces rencontres ont été d'une grande utilité dans la formulation de deux conclusions de notre rapport provisoire.

*Premièrement*, dans ce pays, l'appui et la compréhension du public nous font défaut quoiqu'ils soient essentiels à tout progrès réel. Il ne fait aucun doute que la plupart des canadiens ignorent l'importance des questions Nord-Sud et leur incidence sur nos préoccupations quotidiennes telles: l'énergie, l'alimentation et l'emploi. Si les canadiens n'ont pas tenu à s'informer de ces questions, c'est peut-être qu'on leur a donné très peu de raisons pour les convaincre de la nécessité de le faire. On les a peut-être encouragés à croire que nos problèmes et nos possibilités se limitent à nos frontières. La tâche la plus importante du groupe de travail est donc de démontrer de façon concrète et réaliste que la poursuite de nos intérêts comme peuple sera liée, au cours des années 80, au bien-être des pays en développement, que nous nous préoccupions de la sécurité de nos enfants, de notre prospérité économique ou tout simplement de nos obligations morales.

Nous demandons au gouvernement de participer activement dans la sensibilisation du public, dans les discussions et débats portant sur ces questions, tout en reconnaissant comme le dit M. Brandt que:

La préparation de notre avenir commun est beaucoup trop importante pour être laissée exclusivement entre les mains des gouvernements et des experts. C'est pourquoi nous dirigeons notre appel vers les jeunes, les femmes, les syndicats; les leaders politiques, intellectuels ou religieux; les scientifiques et éducateurs; les techniciens et directeurs, les membres des communautés rurales et au monde des affaires. Qu'ils s'efforcent tous de mener leurs affaires en tenant compte de ce nouveau défi.

*En second lieu*, nous sommes convaincus qu'il est futile d'aborder ces questions et de vouloir informer le public de façon négative, en insistant sur les craintes et les menaces. L'espoir ne dure pas indéfiniment, il faut le nourrir de connaissances. Il reste énormément de choses à faire; cependant, l'effort accompli au cours des dix dernières années en matière de développement fournit à la fois un enseignement et des résultats remarquables, qu'il s'agisse de la production alimentaire, de l'éducation ou comme le prouvent maintenant les faits, du ralentissement de la croissance démographique mondiale. Nous possédons un bagage de connaissances qui nous aideront à planifier pour assurer la stabilité et la sécurité de notre planète au cours de la prochaine décennie.

L'importance de cet aspect s'est imposée au groupe de travail à propos d'une grande question qui touche le Canada, soit le rajustement économique face à l'industrialisation croissante et capitale des pays en développement. Comme l'indique clairement la Commission Brandt, jusqu'à présent, ce défi a revêtu beaucoup moins d'importance que les tensions qu'exercent les changements technologiques dans les autres pays industrialisés. Cela mis à part, nous devons toutefois ainsi que l'ont souligné les porte-parole du Congrès du Travail du Canada, nous méfier d'une tendance à identifier les perdants et de réagir conjoncturellement aux effets sur notre économie. Des rajustements dans notre économie qui bénéficieraient au pays en développement devraient faire partie d'une détermination catégorique du Canada à renforcer et à garantir son propre avenir économique. Nous sommes convaincus que seule cette orientation permettra de réaliser les vastes intérêts mutuels qui existent entre le Canada et les pays en développement.

# Sommaire des recommandations

Dans son rapport provisoire, le groupe de travail parlementaire en matière de relations Nord-Sud formule les recommandations suivantes:

1. Que le Canada joue un rôle de premier plan, un rôle actif et positif, dans les présentes négociations internationales en recherchant des points d'entente avec les pays qui partagent ses vues et en proposant des mesures de solution.
2. Que le gouvernement, dans l'élaboration de ses politiques et dans sa participation à la recherche de solutions sur la scène internationale en vue de résoudre la crise économique actuelle, tienne compte en priorité des besoins des pays en développement et plus particulièrement des besoins de leurs habitants les plus démunis.
3. Que le Gouvernement endosse le principe voulant que le recyclage des revenus des pays producteurs de pétrole se fasse de sorte à garantir les intérêts des pays exportateurs de pétrole, à encourager la relance économique dans les pays industrialisés et à répondre aux besoins des pays en développement.
4. Que le gouvernement mette fin à la diminution de la part de notre produit national brut consacrée à l'aide publique au développement et veille à ce qu'elle progresse de nouveau vers l'objectif de 0,7 p.100, afin de manifester clairement l'engagement du Canada à la coopération au développement.
5. Que les parlementaires, les gouvernements et les leaders canadiens de tous les milieux jouent un rôle de premier plan dans la sensibilisation du public et dans la discussion au Canada des questions Nord-Sud.
6. Que le gouvernement mette l'accent sur les aspects positifs et les bénéfiques mutuels des relations Nord-Sud dans toutes ses démarches visant à sensibiliser le public à ces questions. Notre approche à la question du rajustement à l'industrialisation des pays en développement doit reposer sur une telle attitude.



# Summary

## of Recommendations

The Parliament has Force on Northern Rhodesia which

the following recommendations in its interim report

2. That in the future good negotiations, Canada should be given

and positive leadership role by seeking agreement with other

the most serious and widespread problems that will become

inherent

That in policy making in Canada and in developing policy in

international law for the resolution of the current world economic

crisis, the Government should assign a high priority to the needs of

developing countries and in particular to the needs of the poorer

people

1. That the Government should accept the principle that the resolution of

the economic and political problems be accomplished in such a

way as to preserve the interests of the developing countries and

recognition of economic growth in the industrial countries and

meet the needs of developing countries

That as a clear object of Canada's commitment to development

cooperation, the Government will continue to be active and

cooperation in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high

level jobs in the development of GNP and high